

PRISE EN CHARGE DES PERSONNES BRÛLÉES

Les spécialistes appellent à multiplier les structures hospitalières

L'hôpital de Douéra, à Alger, accueille 14 000 brûlés annuellement. De son côté, la clinique centrale des brûlés «héberge» 4 000 enfants par an. Un chiffre «catastrophique» selon les spécialistes qui appellent à la vigilance et à la création de nouvelles structures hospitalières dans le domaine.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - L'Association nationale de sensibilisation et prévention des brûlures, qui a organisé, hier, une journée de sensibilisation sur les accidents domestiques, estime que le nombre de ces accidents augmente pendant le mois de Ramadhan. Pour réduire le nombre faramineux de ces accidents domestiques, les spécialistes appellent à une politique de prévention. Le P^r Mahfoud, de l'hôpital de Douéra, estime que le service des brûlés de cet hôpital étouffe. L'établissement qui accueille annuellement 14 000

cas de brûlés venus des 48 wilayas, dit-elle, n'arrive pas à prendre en charge l'ensemble des cas. «Les délais de prise en charge d'un brûlé sont longs. Il faut une période de cinq ans par exemple pour refaire une face d'un malade. Nous avons énormément de difficultés pour prendre en charge nos malades avec le manque d'espace et le grand nombre de brûlés qui nécessitent des hospitalisations» a souligné ce professeur. Selon l'association, il faut créer un service spécialisé sur chaque espace de 80 à 100 km. Selon les chiffres de la Protection



L'Algérie enregistre en moyenne 37 000 cas d'accidents domestiques par an.

civile, l'Algérie enregistre en moyenne 37 000 cas d'accidents domestiques par an. Les chutes représentent l'accident

le plus fréquent avec 44,9% des cas suivi par les brûlures avec un taux de 18,5%. Le taux de brûlures est très alar-

mant selon les spécialistes, car cet accident peut être mortel ou engendrer plusieurs séquelles.

La prise en charge des séquelles, selon le P^r Mahfoud, nécessite un budget de 50 000 à 200 000 dinars par personne et par jour. 61,5% des accidents sont causés par des brûlures dues aux liquides bouillants, suivi par les flammes avec 21,2% et 5,7% concernent les brûlures chimiques et électriques.

Les lésions occasionnées sont prédominées par les plaies avec 44,3% des cas et les brûlures avec 19,3% des cas. La tête est le premier endroit touché par ces accidents à hauteur de 46% suivie par les membres inférieurs et supérieurs qui représentent 43,7% des cas.

S. A.

ÉPICES

L'Algérie consomme 30 mille tonnes par an

L'Algérie, qui importe 40 variétés d'épices, consomme 30 mille tonnes par an. C'est ce qu'a indiqué hier à Alger, le porte-parole de l'UGCAA (Union des commerçants et des artisans algériens), Hadj Tahar Boulouar. Des produits importés généralement du sud-est de l'Asie, d'Inde, de Chine, du Pakistan mais aussi d'Iran et de la Turquie.

Selon Boulouar, la plupart de ces épices et condiments commercialisés sur le marché national sont «contre-faits» ou «périmés». «Les épices sont

souvent mal conservées, exposées au soleil, à l'air libre et à la poussière», note-t-il, imputant cela à l'absence de la culture de conservation et de préservation des denrées alimentaires.

Une situation dont les commerçants et les consommateurs sont responsables. «Il ne faut pas laisser les emballages de ces épices ouverts.

Il faut prendre soin de fermer les récipients après chaque utilisation», conseille le porte-parole de l'UGCAA.

Il évoque aussi le problème de la fraude sur la marchandise. «Certains fraudeurs n'hésitent pas à mélanger aux épices des produits beaucoup moins chers afin de gagner en quanti-

té», explique-t-il. Il suggère ainsi de mener des enquêtes sur les locaux fermés. Selon lui, ces lieux se convertissent souvent en QG pour la contrefaçon et le trafic des marchandises. Une contrefaçon, précise-t-il, qui nuit non seulement à l'économie nationale mais aussi à la santé publique.

S'agissant des moyens mobilisés par l'Etat pour la lutte contre la fraude, Boulouar estime qu'ils ne sont pas suffisamment développés. D'ailleurs, il ne dissimule pas son appréhension quant au retour massif des marchés informels durant le mois de Ramadhan. Pour le porte-parole de l'UGCAA, l'organisation du marché

dépend de l'éradication du marché informel. «L'informel assure la commercialisation de plus de 80% des produits périmés et contrefaits sur le marché», précise-t-il.

Toutefois, l'éradication du marché informel ne relève pas uniquement de la responsabilité des services de sécurité mais aussi des collectivités locales. «Il faut redynamiser le rôle économique des communes et renforcer le contrôle au niveau des fournisseurs de ces marchandises».

L'obligation du chèque pourrait aussi, poursuit-il, aider à diminuer la propagation des marchés informels.

Rym Nasri

ALORS QUE PLUS DE 1 000 FAMILLES ONT ÉTÉ RELOGÉES HIER À ALGER

Zoukh : «L'offre de logements dépasse la demande»

La nouvelle cité des 3 216 logements de Chaïbia, dans la commune d'Ouled Chebel, à l'extrême sud de la wilaya d'Alger, a reçu hier 1 089 familles issues de différents bidonvilles de la capitale.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a donné hier le coup d'envoi de l'opération relogement qui se déroulera en huit étapes. La première a consisté au recasement de 500 familles issues des bidonvilles de Zéralda, 302 de Birtouta, 193 de Chéraga, 34 de Hussein Dey, 50 de Birkhadem et 5 de Draria. C'est sur le site qui a reçu les 1 089 familles bénéficiaires de logements sociaux, en l'occurrence la cité 3 216 logements

de Chaïbia, dans la daïra de Birtouta, que le wali d'Alger Abdelkader Zoukh, s'est voulu rassurant : «L'offre des logements construits dans la capitale dépasse la demande.» Une manière de dire que tous les ayants droit, à savoir ceux qui ont été recensés avant 2007, seront relogés. Le premier magistrat de la capitale qui a parlé de 84 000 logements qui seront distribués aux familles logeant dans les habitats précaires, affirme que 22 000 seront accordés lors de

cette opération, alors que 11 000 autres unités sont en cours de finalisation.

Par ailleurs, il est à signaler que les travailleurs de toutes les Epic de la wilaya d'Alger ont été mobilisés pour les besoins de l'opération. Selon les organisateurs du relogement, quatre agents ont été mis à la disposition de chaque famille. Selon les précisions des services de la wilaya d'Alger, le déménagement coûte à l'Etat 100 000 DA par famille. Une enveloppe de 300 millions de dinars a été votée jeudi par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) dans le budget supplémentaire (BS) pour couvrir ces frais. Comme

l'opération relogement coïncide avec la Coupe du monde, un écran géant a été installé à la cité 3 216 logements de Chaïbia, pour permettre à ceux qui déménageront également aujourd'hui, de suivre le match de l'équipe nationale face à la Corée du Sud. Enfin, il est à signaler que cette première étape de l'opération relogement n'a pas été sans quelques dépassements, à l'exemple d'un petit nombre de familles dont des membres ont

tenté de s'immoler pour avoir été exclus. Selon les organisateurs, certaines de ses familles ne figurent pas dans les listes du dernier recensement de 2007 alors que d'autres possèdent déjà des bien immobiliers. Leurs baraques de fortune au même titre que l'ensemble des autres bidonvilles ont été démolis juste après le déménagement des occupants, pour ne pas permettre à d'autres familles de les squatter.

M. M.

À NOS LECTEURS

Vu l'abondance de matière, nos lecteurs sont informés que leur page «Soir Santé» paraîtra, exceptionnellement, dans notre édition du lundi.